ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 8 janvier 1964, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "créant le service administratif de la Commission permanente de contrôle linguistique et établissant le statut et le cadre du personnel de ce service", a donné le 15 janvier 1964 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 8e januari 1964 door de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende oprichting van de administratieve dienst van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht en vaststelling van het statuut en het kader van het personeel van deze dienst", heeft de 15e januari 1964 het volgend advies gegeven :

La loi du 2 août 1963 sur l'emploi des langues en matière administrative institue, par son article 53, une Commission permanente de contrôle linguistique.

Le § 5, alinéa 2, de cet article prévoit que la Commission "est assistée par des agents de l'Etat, mis à sa disposition par le Gouvernement".

Le projet a comme objet de créer un service administratif qui groupe ces agents de l'Etat et de fixer certaines règles statutaires spéciales.

\+

\+ +

Intitulé.

Les membres du service administratif créé par le projet étant des agents de l'Etat, le projet ne doit pas régler leur statut mais uniquement fixer les conditions spéciales qui sont applicables à certains d'entre eux.

Il y aurait lieu de modifier l'intitulé du projet pour tenir compte de cette observation.

\+

\+ +

.../...

Préambule.

Le Roi puise le pouvoir de créer de nouveaux services administratifs et de fixer leur cadre et les règles statutaires applicables aux agents de ce service dans les articles 29 et 66 de la Constitution.

Ce sont ces seules dispositions constitutionnelles qui doivent être visées dans le préambule du projet.

\+ +

Après avoir visé la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947, le préambule contient un "considérant" qui motive, en reprenant les termes de l'article 5 de cette loi, la disposition de l'article 15 du projet qui exclut, à titre transitoire, les emplois du personnel "spécifique" des droits de préférence accordés par cette loi.

Le préambule ne contient aucune motivation des dérogations apportées au statut des agents de l'Etat en faveur des membres du personnel "spécifique" du service administratif de la Commission, dérogations qui résultent notamment des articles 9 et 11 du projet. Une telle motivation est exigée par l'article 116 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937. Il y a lieu de compléter le préambule du projet sur ce point.

\+ +

.../...

Le projet vise en son préambule "la consultation des organisations syndicales reconnues".

La loi du 2 août 1963 dispose en son article 46, alinéas 1er et 2 :

"Les mesures d'exécution de la présente loi ne doivent pas être soumises aux consultations prescrites par les statuts syndicaux.

Toutefois, quand ces mesures ont directement trait au statut du personnel, les organisations syndicales reconnues sont consultées".

L'article 13 du projet étant pris en exécution de l'article 32, § 3, de la loi du 2 août 1963, la consultation des organisations syndicales reconnues se justifie.

Toutefois, les seize autres articles du projet ne sont pas pris en exécution de cette loi et, dès lors, les règles normales relatives à la consultation syndicale auraient dû recevoir application; il en est notamment ainsi pour les règles dérogatoires au statut du 2 octobre 1937 qui, devant être délibérées en conseil des Ministres en vertu de l'article 116 de ce statut, auraient dû être soumises au Comité général de consultation syndicale (arrêté royal du 20 juin 1955 portant le statut syndical des agents des services publics, article 7, § 1er).

Il y aurait, dès lors, lieu de soumettre le projet audit comité.

\+ +

.../...

L'avis de la Commission permanente de contrôle linguistique doit être demandé, en vertu de l'article 32, § 3, alinéa 5, de la loi du 2 août 1963, sur "les propositions de répartition des emplois entre les divers cadres linguistiques".

Cette Commission doit, dès lors, donner son avis sur l'article 13 du projet.

Cette formalité devra être accomplie avant que cet article 13 figure dans les dispositions d'un arrêté royal.

Si le projet revêt un certain caractère d'urgence, il y aurait lieu d'en soustraire l'article 13; il pourrait faire l'objet d'un arrêté distinct lorsque la Commission, une fois composée, aura eu l'occasion de donner son avis.

\+ +

Le projet crée une nouvelle administration au sein du Ministère de l'Intérieur (articles 1er et 2). Il en constitue le cadre organique (article 12) et fixe les échelles de traitement attachées aux grades des membres du personnel "spécifique" (article 8).

Suivant l'arrêté royal du 5 octobre 1961 portant organisation du contrôle administratif et budgétaire, un projet qui contient de telles dispositions doit être soumis à l'accord du Ministre des Finances (article 6)

.../...

et du Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions (article 8). Ces accords doivent être mentionnés dans le préambule de l'arrêté avec référence à leur date (article 24). Comme l'arrêté est proposé par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, il suffit de viser dans le préambule l'accord du Ministre des Finances.

\+

\+ \+

Articles 1er et 2.

Les articles 1er et 2 du projet disposent :

"Article 1er.-

Il est mis à la disposition de la Commission permanente de contrôle linguistique un service administratif dénommé "Service administratif de la Commission permanente de contrôle linguistique".

Article 2.-

Ce service est placé sous l'autorité directe du président de la Commission permanente de contrôle linguistique.

Il constitue une administration du Ministère de l'Intérieur, mais il en est organiquement distinct en ce qui concerne son fonctionnement et le statut de son personnel spécifique".

Il s'entend que le service administratif tout en étant placé sous l'autorité directe du président de la Commission, ne peut être soustrait à l'autorité du

.../...

Ministre. Seul le législateur pourrait prendre une telle disposition. Tel n'est pas le cas. La loi du 2 août 1963 a institué la Commission permanente de contrôle linguistique sans lui accorder une autonomie qui la rendrait indépendante du pouvoir exécutif; le Roi, en vertu des principes constitutionnels, est chargé d'exécuter les dispositions de la loi du 2 août 1963 relatives à la Commission permanente de contrôle linguistique.

En disposant que la Commission "est assistée par des agents de l'Etat, mis à sa disposition par le Gouvernement", l'article 53 de cette loi ne retire nullement ces agents du cadre des agents de l'Etat pour en faire des agents de ladite Commission; ces agents restent sous l'autorité du Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique.

Certains d'entre eux sont soumis à des règles spéciales de recrutement et d'avancement; ces règles prévoient l'intervention du président de la Commission lors du recrutement (article 7) et lors des promotions (article 9). Les nominations et les promotions sont faites par le Roi sur proposition du Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique (article 9); les règles relatives au statut disciplinaire des agents de l'Etat sont applicables aux agents de ce personnel.

.../...

Cependant, le président de la commission est nommé par la Chambre des Représentants (article 53, § 3, de la loi du 2 août 1963); il est, dès lors, concevable que le personnel mis à la disposition de la commission soit, pour son travail journalier, sous l'autorité du président et du directeur général qui sont chargés de l'organisation du travail de la Commission.

Ce double ordre d'idée conduit à la conclusion que l'on pourrait s'inspirer de ce qui existe dans certaines Ecoles du Ministère de la Défense nationale : le personnel civil est soumis à l'autorité du commandant de l'Ecole "conformément aux dispositions arrêtées par le Ministre de la Défense nationale" (arrêté royal du 21 juin 1960 portant organisation de l'Ecole de guerre, article 5, alinéa 3 - arrêté royal du 1er février 1961 portant organisation de l'Ecole des administrateurs militaires, article 7, alinéa 3).

Le texte proposé a été rédigé en ce sens.

\+

\+ \+

Le projet, créant un service, il y aurait lieu, avant de prévoir les règles spéciales pour une partie du personnel, de fixer le cadre de celui-ci, cadre comprenant la division du personnel, en personnel spécifique et personnel non spécifique.

.../...

Le projet de texte proposé répond à cette observation en faisant figurer dans son chapitre II les articles 12 et 3 du projet.

+

+ +

Le chapitre II du projet a trait au personnel "spécifique". En employant l'adjectif "spécifique", le Gouvernement veut marquer qu'il s'agit du personnel spécialement attaché à la mission même de la commission. L'expression est en réalité impropre. Le mot "spécial" serait plus adéquat ; il désigne effectivement celui "qui est exclusivement destiné à quelque chose en particulier" (Dictionnaire de l'Académie).

+

+ +

Il est suggéré de faire figurer immédiatement après l'article 4 la dérogation aux règles sur le signalement et l'avancement figurant à l'article 11, alinéa 3, du projet et la règle établissant une barrière entre le personnel spécial et les autres administrations du Ministère de l'Intérieur , règle figurant à l'article 10 du projet.

+

+ +

.../...

Article 5.

En son premier alinéa, l'article 5 dispose :

"Le directeur général est responsable vis-à-vis du président de la commission du bon fonctionnement du service; il en dirige et coordonne les activités".

Cette formule devrait être modifiée et mise en concordance avec celle qui a été suggérée pour l'article 2.

\+

\+ \+

Article 6.

Pour être en concordance avec le statut des agents de l'Etat tel qu'il sera modifié par un projet d'arrêté royal actuellement soumis à l'avis de la section de législation, il y aurait lieu de remplacer les mots "comptant au moins dix années d'activité de service en première catégorie", par les mots "comptant au moins dix années d'activité de service dans un grade du niveau I".

\+ \+

Cet article prévoit notamment que "pour être nommé "conseiller en sociologie", il faut "être porteur du diplôme de "licencié en sciences politiques délivré par une des quatre universités".

.../...

Ce diplôme de "licencié en sciences politiques" qui n'implique pas un grade légal n'est actuellement délivré que par les Universités de Liège et de Gand. Les connaissances en sociologie peuvent être établies par d'autres diplômes délivrés sous des appellations diverses par les quatre universités belges. Il y aurait lieu de préciser la nature des connaissances exigées des candidats à la fonction de "conseiller en sociologie".

\+

\+ \+

Article 7.

La première observation faite sous l'article 6 vaut pour les alinéas 1er, 2 et 4 de l'article 7 du projet.

\+

\+ \+

Article 8.

L'article 8 fixe les échelles de traitement des membres du personnel "spécifique" en tenant compte non du statut pécuniaire fixé par l'arrêté royal du 22 février 1963, mais du projet d'arrêté portant statut pécuniaire du personnel des Ministères, au sujet duquel le Gouvernement a demandé l'avis de la section de législation par lettre du 10 janvier 1964.

L'article 8 du projet ne pourrait, dès lors, entrer en vigueur qu'à la date d'entrée en vigueur du nouveau statut pécuniaire.

\+ \+

.../...

Il est suggéré de faire figurer l'article 8 du projet à la fin du chapitre ayant trait aux membres du personnel "spécifique", après les dispositions concernant la situation administrative de ces agents.

\+

\+ \+

Article 9.

Le projet prévoit en son article 9 que les membres du personnel "spécifique" sont nommés et promus par le Roi sur proposition du Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique.

Il ajoute en son alinéa 2 :
"Cette proposition n'est faite qu'après avoir recueilli l'avis du président de la commission".

Les agents peuvent introduire une réclamation contre cet avis.

Suivant ces dispositions, le président, en donnant son avis, agit seul.

L'article 11 du projet apporte cependant une précision lorsqu'il dispose que "les attributions du conseil de direction sont exercées par le président de la commission assisté du directeur général et du jurisconsulte".

.../...

En donnant son avis concernant des propositions de nomination, le président exerce une compétence qui est normalement celle du conseil de direction; il y aurait, dès lors, lieu de préciser à l'alinéa 2 de l'article 9 que cet avis est donné dans les formes prévues à l'article 11.

\+

\+ \+

L'article 9 dispose en son alinéa 5 :

"Les inspecteurs ne peuvent être promus à un autre grade que celui d'inspecteur en chef".

On peut se demander si une disposition similaire ne doit pas être prévue pour les inspecteurs adjoints, qui ne pourraient être promus qu'au grade d'inspecteur.

Croyant suivre les intentions du Gouvernement, le Conseil d'Etat, dans son projet de texte, tient compte de cette observation.

\+

\+ \+

Article 11.

L'article 11 du projet dispose en ses alinéas 1er et 2:

"Les attributions du conseil de direction sont exercées par le président de la commission, assisté du directeur général et du jurisconsulte.

Lorsque ces attributions visent le directeur général ou le jurisconsulte, elles sont exercées par le président de la commission assisté de deux membres désignés par la commission en son sein".

Ce texte peut être interprété de deux manières, suivant le sens que l'on attache au mot "assisté".

Ou bien le Gouvernement a l'intention de faire exercer les attributions du conseil de direction par un collège composé du président de la commission et des deux autres personnes désignées aux alinéas cités.

Ou bien le Gouvernement ne confie l'exercice de ces attributions qu'au président qui, toutefois, devra consulter les deux autres personnes désignées.

Dans l'ignorance où il est des intentions exactes du Gouvernement sur ce point, le Conseil d'Etat adopte dans le projet de texte qu'il propose, la solution qui est la plus conforme aux principes émis dans le statut des agents de l'Etat, celui de la collégialité des supérieurs chargés de donner un avis en matière d'avancement.

\+

\+ \+

Article 14.

Comme les premières nominations ne peuvent être faites dans l'ignorance des règles relatives à la répartition linguistique des emplois, le premier alinéa de l'article devrait être complété sur ce point.

\+

\+ \+

.../...

Article 16.

Le projet dispose en son article 16 :

"Les inspecteurs du service des affaires linguistiques du Ministère de l'Intérieur peuvent être transférés comme inspecteurs au service administratif de la commission permanente de contrôle linguistique".

L'arrêté du Régent du 23 juillet 1948 portant statut de la commission permanente de contrôle linguistique, modifié par l'arrêté royal du 11 mars 1954, prévoit que "chaque section de la commission est assistée par l'un des inspecteurs attachés au service des affaires linguistiques du Ministère de l'Intérieur" (article 3).

Ces inspecteurs "organisent, en accord avec les membres, les réunions de la section à laquelle ils sont affectés. Ils en assument le secrétariat" (article 5).

L'arrêté royal du 11 mars 1954 fixe le nombre de ces inspecteurs à deux et détermine les dispositions spéciales de leur statut.

En prévoyant que ces inspecteurs peuvent être transférés comme inspecteurs au service administratif par une disposition figurant dans le chapitre relatif aux dispositions transitoires et finales, le projet fixe une règle spéciale pour le premier recrutement des agents du personnel spécialisé. Cela semble indiquer que le Gouvernement a l'intention de supprimer des emplois d'inspecteur du service des affaires linguistiques du Ministère de l'Intérieur attachés à la commission créée en application de la loi de 1932.

.../...

Si ces emplois d'inspecteur sont supprimés, le sort des agents qui les occupaient doit être réglé : ou bien ils sont transférés dans le personnel spécial attaché à la nouvelle commission, ou bien ils doivent faire l'objet d'une mesure de réaffectation en application de l'arrêté royal du 27 janvier 1953, tel qu'il va être remplacé par un arrêté au sujet duquel la section de législation vient de donner son avis (L.8597).

Si l'intention du Gouvernement est de transférer ces agents dans le service administratif, il y aurait lieu de remplacer , à l'article 16 du projet, les mots "peuvent être transférés" par les mots "sont transférés".

Ne connaissant pas les intentions du Gouvernement sur cette question, le Conseil d'Etat, dans le texte qu'il propose, utilise les mots "sont transférés", qui donnent aux agents la situation la plus favorable.

\+

\+ \+

L'article 7 du projet portant réforme de la situation administrative des agents de l'Etat au sujet duquel le Conseil d'Etat a donné son avis le 30 décembre 1963, a pour objet d'abroger les dispositions propres à certains agents de l'Etat qui n'ont pas été soustraits entièrement à l'application du statut du 2 octobre 1937 dans la mesure où elles sont contraires aux règles établies par ce projet et ses annexes en matière de hiérarchie des grades, de recrutement, d'ancienneté et de classement, et de carrière.

Dans l'hypothèse où l'arrêté auquel aboutira le présent projet serait pris avant l'arrêté portant réforme de la situation administrative des agents de l'Etat, l'article 7 de ce dernier arrêté aurait pour effet d'abroger les dispositions à caractère dérogatoire contenues dans le présent projet. Pour écarter cette conséquence, il y aurait lieu de faire mention de l'arrêté en projet à l'article 8, dont le Conseil a suggéré l'insertion dans son avis du 30 décembre 1963 sur le projet d'arrêté portant [illegible] administrative des agents de l'Etat (L.859

ARRETE ROYAL CREANT LE SERVICE ADMINISTRATIF DE LA COMMISSION PERMANENTE DE CONTROLE LINGUISTIQUE, FIXANT LE CADRE DU PERSONNEL DE CE SERVICE ET LES REGLES STATUTAIRES SPECIALES APPLICABLES A CERTAINS DE SES AGENTS.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 29 et 66 de la Constitution;

Vu la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947;

Vu la loi du 2 août 1963 sur l'emploi des langues en matière administrative, notamment les articles 32 et 53, § 5;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937, qui porte le statut des agents de l'Etat, tel qu'il a été modifié;

Considérant que les fonctions du personnel spécial du service administratif de la Commission permanente de contrôle linguistique exigent, par leur nature, des garanties particulières de confiance et de mérite spécial, qui doivent être laissées à l'appréciation souveraine de l'autorité qui nomme;

Considérant ... (motivation des dérogations au statut des agents de l'Etat) ...;

Vu l'accord du Ministre, Adjoint aux Finances, donné le ... ;

Vu l'avis des organisations syndicales reconnues;

Vu l'avis du Comité général de consultation syndicale;

Vu l'avis de la Commission permanente de contrôle linguistique;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

.../...

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

CHAPITRE Ier.- LE SERVICE ADMINISTRATIF DE LA COMMISSION PERMANENTE DE CONTROLE LINGUISTIQUE.

rticle ler. Article ler.-

Il est créé au Ministère de l'Intérieur un "service administratif de la Commission permanente de contrôle linguistique".

Ce service est mis à la disposition de la Commission permanente de contrôle linguistique.

rticle 2. Article 2.-

Le service administratif est soumis à l'autorité du président de la Commission conformément aux dispositions arrêtées par le Ministre de l'Intérieur.

CHAPITRE II. - LE CADRE ORGANIQUE DU SERVICE ADMINISTRATIF.

ticles , alinéa r, et 3. Article 3.-

Le cadre organique du service administratif est fixé de la manière suivante :

I. Personnel spécial .

Directeur général	1
Jurisconsulte	1
Conseiller juridique	2
Conseiller en sociologie	1
Conseiller d'organisation administrative	1
Inspecteur en chef	2
Inspecteurs	4
Inspecteurs adjoints	4

II. Personnel administratif.

Traducteur-reviseur principal	1
Secrétaire d'administration	2
Traducteur	1
Sous-chef de bureau	2
Rédacteur	6
Commis sténodactylographe principal	2
Commis sténodactylographe	2
Commis	1
Dactylographe	3
Messager-huissier	2
Conducteur d'auto	2

rticles 12, inéa 2, et

Article 4.-

Le traducteur en chef reviseur principal ou le traducteur doit connaître la langue allemande.

Un commis sténodactylographe principal et un conducteur d'auto sont mis à la disposition du président de la commission.

CHAPITRE III. - REGLES STATUTAIRES PARTICULIERES APPLICABLES AUX MEMBRES DU PERSONNEL SPECIALISE.

ticle 4.

Article 5.-

Les membres du personnel spécial du service administratif ont qualité d'agent de l'Etat.

Ils sont soumis à l'arrêté royal du 2 octobre 1937 ainsi qu'aux autres dispositions relatives au statut et à la situation administrative et pécuniaire des agents de l'Etat, sous réserve de l'application des dispositions du présent chapitre.

.../...

icle alinéa

Article 6.-

Les dispositions relatives au signalement et à l'avancement des agents de l'Etat ne sont pas applicables aux membres du personnel spécial.

icle 10.

Pour les membres de ce personnel, il n'y a pas d'interpénétration en matière de promotion et de changement de grade entre le service administratif de la Commission permanente de contrôle linguistique et les autres administrations du Ministère de l'Intérieur.

icle 5.

Article 7.-

Le directeur général dirige et coordonne les activités du service administratif sous l'autorité du président telle qu'elle a été définie en application de l'article 2.

Le jurisconsulte assiste le directeur général et dirige l'activité des conseillers juridiques.

Le conseiller en sociologie dirige l'activité du service de sociologie.

Le conseiller en organisation administrative dirige le service d'organisation administrative et du personnel.

.../...

Les inspecteurs en chef, les inspecteurs et les inspecteurs adjoints forment le service d'inspection qui se subdivise en deux sections, une section française et une section néerlandaise : chaque section est composée d'un inspecteur en chef, de deux inspecteurs et de deux inspecteurs adjoints.

rticle 6. Article 8.-

Pour être nommé au grade de directeur général, jurisconsulte, conseiller juridique, conseiller en sociologie ou conseiller en organisation administrative, le candidat doit être agent de l'Etat définitif comptant au moins dix années d' activité de service dans un grade du niveau 1.

Il faut, en outre, pour être nommé jurisconsulte ou conseiller juridique, être porteur du diplôme de docteur en droit et pour être nommé conseiller en sociologie, être porteur du diplôme de : ... (cfr. observation sous l'article 6 du projet) ...

.../...

ticle 7. Article 9.-

§ 1er. Pour être nommé au grade d'inspecteur en chef, le candidat: doit être agent de l'Etat définitif comptant au moins dix années d'activité de service dans un grade du niveau 1, ou être inspecteur au service.

§ 2. Pour être nommé au grade d'inspecteur, le candidat doit :

1° être agent de l'Etat définitif comptant au moins dix années d'activité de service;

2° être au moins titulaire du grade de sous-chef de bureau ou d'un grade y assimilé et être porteur d'un diplôme d'études moyennes du degré supérieur,
ou
être inspecteur adjoint au service.

Le président de la Commission peut subordonner la nomination au grade d'inspecteur à la réussite d'une épreuve d'aptitude dont il détermine les conditions et compose le jury, à moins qu'il n'en charge le secrétaire permanent au recrutement du personnel de l'Etat.

§ 3. Pour être nommé au grade d'inspecteur adjoint, le candidat doit être agent de l'Etat définitif comptant au moins cinq ans d'activité de service, être au moins titulaire du grade de rédacteur ou d'un grade assimilé et être porteur du diplôme d'études moyennes du degré supérieur.

Le président de la Commission peut subordonner la nomination au grade d'inspecteur adjoint à la réussite d'un examen dont il détermine les conditions et compose le jury, à moins qu'il n'en charge le secrétaire permanent au recrutement du personnel de l'Etat.

.../...

§ 4. Au moins un membre du service d'inspection doit parler et écrire correctement et couramment la langue allemande.

.rticle 9, .linéas 3, 4 :t 5.

Article 10.-

Les nominations aux emplois vacants du personnel spécial sont réservées par voie de promotion ou de changement de grade aux membres de ce personnel pourvu qu'ils satisfassent aux conditions prévues pour ces emplois.

Si aucun membre du personnel ne satisfait aux conditions posées, il est procédé au recrutement direct d'après les conditions prévues aux articles 8 et 9 du présent arrêté.

Les inspecteurs ne peuvent être promus à un autre grade que celui d'inspecteur en chef.

Les inspecteurs adjoints ne peuvent être promus à un autre grade que celui d'inspecteur (voir seconde observation sous l'article 9 du projet).

ticle 9, inéas 1er, et 6.

Article 11.-

Les membres du personnel spécial sont nommés promus par Nous sur proposition du Ministre de l'Intér et de la Fonction publique.

Cette proposition n'est faite qu'après avoi recueilli l'avis du collège exerçant les attributions du conseil de direction.

..

Les avis émis par le collège en vue de la nomination par voie de promotion ou de changement de grade sont portés à la connaissance des membres du personnel spécial, qui disposent de dix jours pour introduire auprès de lui leurs réclamations.

icle 11, néas ler 2.

Article 12.-

Les attributions du conseil de direction sont exercées par un collège composé du président de la Commission, du directeur général du service administratif et du jurisconsulte.

Lorsque ces attributions visent le directeur général ou le jurisconsulte, le collège est composé du président de la Commission et de deux membres désignés par la Commission en son sein.

icle 13.

Article 13.-

§ 1er. Pour l'application de l'article 32, § 3, de la loi du 2 août 1963, les grades de directeur général, de jurisconsulte, de conseiller juridique, de conseiller en sociologie, de conseiller en organisation administrative et d'inspecteur en chef, constituent un même degré de la hiérarchie.

Trois de ces emplois sont réservés au cadre néerlandais; un quatrième emploi appartient au cadre bilingue réservé aux fonctionnaires du rôle linguistique néerlandais.

.../...

Trois de ces emplois sont réservés au cadre français, un quatrième emploi appartient au cadre bilingue réservé aux fonctionnaires du rôle linguistique français.

§ 2. Pour l'application de la même disposition, les grades d'inspecteur et d'inspecteur adjoint constituen un même degré de la hiérarchie.

Ces emplois sont réservés en nombre égal aux agents des deux rôles linguistiques.

rticle 8. Article 14.-

Les échelles de traitement attachées aux grades des membres du personnel spécial sont les suivantes :

	Echelle.
Directeur général	161
Jurisconsulte	151
Conseiller juridique	141
Conseiller en sociologie	141
Conseiller en organisation administrative	141
Inspecteur en chef	141
Inspecteur	113
Inspecteur adjoint	241

CHAPITRE IV. - DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES.

ticle 14. Article 15.-

Lors des premières nominations dans le cadre du personnel spécial du service administratif de la Commission permanente de contrôle linguistique, il pourra être dérogé aux dispositions du présent arrêté, à l'exception des conditions de diplômes prévues à l'article 8 et des règles relatives à la répartition des rôles linguistiques prévue à l'article 13.

.../...

Sont considérées comme "premières nominations" au sens de la présente disposition, les premières nominations à chacun des emplois du personnel spécial prévus au cadre organique du service.

Pour les membres du personnel spécial nommés en application du présent article, l'ancienneté pécuniaire dans l'échelle dont ils sont titulaires en application de l'article 14, est fixée par Nous sur proposition du Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, tenant compte de leur ancienneté éventuelle dans un service public distinct de l'administration de l'Etat ou de leurs aptitudes et mérites particuliers.

ticle 15. Article 16.-

Les emplois du personnel spécial du service administratif de la Commission permanente de contrôle linguistique sont exclus des droits de préférence accordés par la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947.

ticle 16. Article 17.-

Les inspecteurs du service des affaires linguistiques du Ministère de l'Intérieur sont transférés comme inspecteurs au service administratif de la Commission permanente de contrôle linguistique.

.../...

rticle 17.

Article 18.-

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Article 19.-

Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,

Le Ministre, Adjoint aux Finances,

De wet van 2 augustus 1963 op het gebruik van de talen in bestuurszaken heeft met name in artikel 53 een Vaste Commissie voor taaltoezicht ingesteld.

Paragraaf 5, tweede lid, van dat artikel bepaalt, dat de commissie "wordt bijgestaan door Rijkspersoneel dat door de Regering tot haar beschikking wordt gesteld".

Doel van het ontwerp is een administratieve dienst met dat Rijkspersoneel op te richten en een aantal bijzondere statuutregelen vast te stellen.

\+

\+ \+

Opschrift.

De leden van de hier opgerichte administratieve dienst zijn Rijksambtenaar. Het ontwerp hoeft dus niet hun statuut, alleen de bijzondere eisen voor sommigen onder hen te bepalen.

Men wijzige het opschrift met inachtneming van die opmerking.

\+

\+ \+

.../...

Aanhef.

Zijn bevoegdheid om nieuwe administratieve diensten op te richten en om hun kader en de statuutregelen voor hun personeel vast te stellen, ontleent de Koning aan de artikelen 29 en 66 van de Grondwet.

Uit de Grondwet moeten dus alleen die twee artikelen in de aanhef worden vermeld.

\+ +

Op de verwijzing naar de wet van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947 laat de aanhef een considerans volgen die in dezelfde bewoordingen als artikel 5 van die wet, verantwoordt wat in artikel 15 van het ontwerp is bepaald, namelijk dat de bij die wet verleende voorkeurrechten bij overgangsmaatregel niet gelden voor de betrekkingen van het "specifiek" personeel.

De afwijkingen van het statuut van het Rijkspersoneel die in het ontwerp, met name in de artikelen 9 en 11, ten behoeve van het "specifiek" personeel van de administratieve dienst van de commissie zijn neergelegd, worden in de aanhef niet gemotiveerd. Artikel 116 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 schrijft zodanige motivering nochtans voor. De aanhef ware op dat punt aan te vullen.

\+ +

De aanhef vermeldt "de raadpleging van de erkende syndicale organisaties".

.../...

De wet van 2 augustus 1963 bepaalt in artikel 46, eerste en tweede lid :

"De maatregelen tot uitvoering van deze wet moeten niet onderworpen worden aan de adviezen die voorgeschreven zijn door de syndicale statuten.

Wanneer die maatregelen rechtstreeks betrekking hebben op de rechtspositie van het personeel, worden de erkende syndicale organisaties nochtans geraadpleegd".

Artikel 13 van het ontwerp is vastgesteld ter uitvoering van artikel 32, § 3, van de wet van 2 augustus 1963. Daar is overleg met de erkende vakorganisaties dus verantwoord.

De overige zestien artikelen van het ontwerp echter geven geen uitvoering aan die wet en hier hadden dus de gewone regelen inzake vakbondsoverleg toegepast moeten worden ; dat is met name het geval voor de regelen die van het statuut van 2 oktober 1937 afwijken. Deze moesten ingevolge artikel 116 van dat statuut in Ministerraad overlegd en hadden dus aan de algemene syndicale raad van advies voorgelegd moeten worden (koninklijk besluit van 20 juni 1955 houdende syndicaal statuut van het personeel der openbare diensten, artikel 7, § 1).

Het ontwerp moet dus aan genoemde raad worden voorgelegd.

\+

\+ +

Krachtens artikel 32, § 3, vijfde lid, van de wet van 2 augustus 1963 moet over "de in het vooruitzicht gestelde verdeling van de betrekkingen over de verschillende taalkaders" het advies van de Vaste Commissie voor taaltoezicht worden gevraagd .

Die Commissie moet dus adviseren over artikel 13 van het ontwerp, en die formaliteit moet vervuld zijn nog vóór dat artikel in een koninklijk besluit komt.

Is met het ontwerp een zekere spoed gemoeid, dan late men artikel 13 er uit weg. Men kan er een afzonderlijk besluit aan wijden als de Commissie eenmaal samengesteld is en gelegenheid heeft gehad daarover advies te geven.

\+ +

Het ontwerp richt bij het Ministerie van Binnenlandse Zaken een nieuw bestuur op (de artikelen 1 en 2). Het stelt het organiek kader daarvan vast (artikel 12) en bepaalt de weddeschaal voor de graden van het "specifiek" personeel (artikel 8).

Een ontwerp met zulke bepalingen moet volgens het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 tot regeling van de administratieve en begrotingscontrole voor akkoord worden voorgelegd aan de Minister van Financiën (artikel 6) en aan de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort (artikel 8). Die akkoordbetuigingen moeten, met de datum, in de aanhef van het besluit worden vermeld (artikel 24). Hier wordt het besluit echter voorgedragen door de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt, en kan men er dus mee volstaan het akkoord van de Minister van Financiën te vermelden.

\+

\+ +

.../...

De artikelen 1 en 2.

De artikelen 1 en 2 van het ontwerp bepalen :

"Artikel 1.-

Er wordt ter beschikking van de Vaste Commissie voor taaltoezicht een administratieve dienst gesteld die de naam draagt : "Administratieve Dienst van de Vaste Commissie voor taaltoezicht".

Artikel 2.-

Deze dienst staat onder het direct gezag van de voorzitter van de Vaste Commissie voor taaltoezicht.

Hij vormt een afdeling van het Ministerie van Binnenlandse Zaken maar is er organiek van onderscheiden wat zijn werking en het statuut van zijn specifiek personeel betreft".

Wel te verstaan kan de administratieve dienst, ook al ressorteert hij rechtstreeks onder de voorzitter van de Commissie, niet aan het gezag van de Minister worden onttrokken. Alleen de wetgever zou zoiets kunnen bepalen. Hij heeft het niet gedaan. De wet van 2 augustus 1963 heeft een Vaste Commissie voor taaltoezicht ingesteld maar deze toch niet zo autonoom gemaakt, dat zij los van de uitvoerende macht zou komen te staan; de Koning heeft krachtens de grondwettelijke beginselen opdracht, uitvoering te geven aan de bepalingen van de wet van 2 augustus 1963 die de Vaste Commissie voor taaltoezicht betreffen.

.../...

Waar artikel 53 van die wet bepaalt, dat de Commissie "wordt bijgestaan door Rijkspersoneel dat door de Regering tot haar beschikking wordt gesteld", voert het die ambtenaren geenszins van het kader van het Rijkspersoneel af en maakt het die niet tot personeel van de Commissie ; die ambtenaren blijven onder het gezag van de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt.

Voor sommigen onder hen gelden bijzondere wervings- en bevorderingsregelen ; deze betrekken de voorzitter van de Commissie bij de werving (artikel 7) en bij de bevordering (artikel 9). Benoemd en bevorderd wordt door de Koning, op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt (artikel 9); de tuchtregeling voor Rijksambtenaren is op dat personeel van toepassing.

De voorzitter van de Commissie wordt echter door de Kamer van Volksvertegenwoordigers (artikel 53, § 3, van de wet van 2 augustus 1963) benoemd ; het gaat dus wel op, dat het ter beschikking van de commissie gestelde personeel voor het dagelijks werk onder het gezag staat van de voorzitter en van de directeur-generaal, die met de regeling van het commissiewerk zijn belast.

Eén en ander voert tot de conclusie, dat hier kan worden tewerkgegaan zoals voor sommige scholen van het Ministerie van Landsverdediging, waar het burgerpersoneel onder het gezag van de commandant van de school staat

.../...

"overeenkomstig de bepalingen die de Minister van Landsverdediging vaststelt" (koninklijk besluit van 21 juni 1960 houdende inrichting van de Krijgsschool, artikel 5, derde lid - koninklijk besluit van 1 februari 1961 tot inrichting van de School der militaire administrateurs, artikel 7, derde lid).

De hierna in overweging gegeven tekst is in die zin geredigeerd.

\+

\+ \+

Het ontwerp richt een dienst op. Men stelle dus eerst het personeelskader met indeling in specifiek en ander personeel vast ; pas daarna geve men de bijzondere regelen voor een deel van dat personeel aan.

De hierna voorgestelde tekst houdt hiermee rekening en neemt de artikelen 12 en 3 van het ontwerp dus op onder het hoofdstuk II.

\+

\+ \+

Hoofdstuk II van het ontwerp handelt over het "specifiek" personeel. Met "specifiek" wenst de Regering te doen uitkomen dat het hier gaat om personeel dat bepaaldelijk voor de eigenlijke opdracht van de commissie is bestemd. "Specifiek" is hier dan ook niet het juiste woord : beter ware "speciaal", dat volgens het Groot Woordenboek der Nederlandse Taal (8e druk, 1961) betekent : "op een nauw begrensd doel gericht of daarvoor geschikt gemaakt".

\+

\+ \+

Voorgesteld wordt, de in artikel 11, derde lid, van het ontwerp neergelegde bepaling, die afwijkt van de beoordelings- en bevorderingsregelen, en het voorschrift van artikel 10, dat een scheiding tussen het speciaal personeel en de overige besturen van het Ministerie van Binnenlandse Zaken optrekt, onmiddellijk na artikel 4 te doen komen.

\+

\+ +

Artikel 5.

Het eerste lid van artikel 5 bepaalt :

" De directeur-generaal is verantwoordelijk aan de voorzitter van de Commissie voor de goede werking van de dienst ; hij leidt en coördineert de werkzaamheden ervan".

Die tekst zou in overeenstemming moeten worden gebracht met hetgeen voor artikel 2 in overweging is gegeven.

\+

\+ +

.../...

Artikel 6.

Ter wille van de overeenstemming met het ambtenarenstatuut, zoals dit zal worden gewijzigd door een ontwerpkoninklijk besluit dat thans bij de afdeling wetgeving aanhangig is, schrijve men : "ten minste tien jaar dienstactiviteit in een graad van niveau I tellen" in plaats van "ten minste tien jaren dienstactiviteit in de eerste categorie tellen".

\+

\+ +

Volgens dat artikel moet men, "om tot sociologisch adviseur te worden benoemd" houder zijn van het diploma van licentiaat in politieke wetenschappen uitgereikt door een der vier Belgische universiteiten".

Het diploma van "licentiaat in politieke wetenschappen", dat geen wettelijke graad onderstelt, wordt thans alleen door de universiteiten van Luik en Gent verleend. Sociologische kennis kan blijken uit andere door de vier Belgische universiteiten onder verschillende benamingen uitgereikte diploma's. Daarom ware duidelijk te stellen welke soort van kennis van de kandidaten voor het ambt van "sociologisch adviseur" wordt geëist.

\+

Artikel 7.

De eerste opmerking bij artikel 6 geldt ook voor het eerste, het tweede en het vierde lid van artikel 7.

\+

\+ +

Artikel 8.

Artikel 8 stelt de weddeschalen van het "specifiek" personeel niet vast naar de bezoldigingsregeling van het koninklijk besluit van 22 februari 1965, maar volgens een ontwerp-besluit houdende bezoldigingsregeling van het personeel der Ministeries waarover de Regering bij brief van 10 januari 1964 het advies van de afdeling wetgeving heeft gevraagd.

Artikel 8 kan dan ook eerst in werking treden de dag waarop de nieuwe bezoldigingsregeling van kracht wordt.

\+ +

Voorgesteld wordt artikel 8 van het ontwerp aan het slot van het hoofdstuk over het "specifiek personeel" te doen komen, en wel na de bepalingen betreffende de administratieve toestand van die ambtenaren.

\+

\+ +

Artikel 9.

Artikel 9 bepaalt, dat de leden van het "specifiek" personeel worden benoemd en bevorderd door de Koning, op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt.

Het tweede lid voegt er aan toe :

./.

"Deze voordracht wordt slechts gedaan na het advies van de voorzitter van de Commissie te hebben ingewonnen".

Voor de ambtenaren staat bezwaar tegen dat advies open.

Volgens die bepalingen treedt de voorzitter, als hij advies geeft, geheel alleen op .

Artikel 11 nuanceert dit enigszins waar het zegt dat "de bevoegdheden van de directieraad worden uitgeoefend door de voorzitter van de Commissie bijgestaan door de directeur-generaal en de jurisconsult".

Als de voorzitter over benoemingsvoorstellen adviseert oefent hij een bevoegdheid uit die normaal bij de directieraad berust; in het tweede lid van artikel 9 ware dus duidelijk te stellen, dat het advies wordt gegeven in de vorm bepaald in artikel 11.

\+

\+ \+

Artikel 9 bepaalt in het vijfde lid :

" De inspecteurs mogen niet bevorderd worden tot een andere rang dan deze van hoofdinspecteur".

Men kan zich afvragen of evenzo niet moet worden bepaald dat de adjunct-inspecteurs alleen tot de rang van inspecteur kunnen worden bevorderd.

De Raad van State neemt aan dat de Regering het wel zo bedoelt en heeft in zijn tekstvoorstel met die opmerking dan ook rekening gehouden.

\+

\+ \+

.../...

Artikel 11.

Het eerste en het tweede lid van artikel 11 bepalen :

"De bevoegdheden van de Directieraad worden uitgeoefend door de Voorzitter van de Commissie bijgestaan door de directeur-generaal en de jurisconsult.

Wanneer deze bevoegdheden betrekking hebben op de directeur-generaal of de jurisconsult worden zij uitgeoefend door de Voorzitter van de Commissie bijgestaan door twee leden door de Commissie in haar schoot aangeduid".

Die tekst kan, naar gelang van de betekenis die men aan het woord "bijgestaan" hecht, op twee manieren worden uitgelegd :

Ofwel wenst de regering de bevoegdheid van de directieraad uitgeoefend te zien door een college dat bestaat uit de voorzitter van de commissie en de twee andere, in genoemde alinea's bedoelde personen, ofwel wil zij die bevoegdheid alleen in handen van de voorzitter leggen met dien verstande dat hij met de andere twee aangewezenen ruggespraak moet houden.

De Raad van State weet niet hoe de Regering het precies verstaat. In zijn tekstvoorstel werkt hij dan ook met de regeling die het meest in de lijn ligt van de beginselen van het ambtenarenstatuut, met name dat de meerderen die in zake bevordering advies moeten geven, een college vormen.

\+

\+ \+

Artikel 14.

De eerste benoemingen kunnen niet buiten de regelen inzake taalindeling van de betrekkingen worden gedaan. Het eerste lid van artikel 9 behoeft op dat punt dan ook aanvulling.

\+

Artikel 16.

Artikel 16 zegt :

"De inspecteurs van de dienst voor taalaangelegenheden van het Ministerie van Binnenlandse Zaken kunnen als inspecteurs worden overgeplaatst naar de administratieve dienst van de vaste commissie voor taaltoezicht".

Het besluit van de Regent van 23 juli 1948 houdende statuut van de vaste commissie van taaltoezicht, gewijzigd bij koninklijk besluit van 11 maart 1954, bepaalt dat "iedere sectie van de commissie is bijgestaan door een der inspecteurs van de dienst voor taalaangelegenheden van het Ministerie van Binnenlandse Zaken" (artikel 3).

Die inspecteurs "beleggen, in overleg met de leden, de vergaderingen van de sectie waaraan zij gehecht zijn. Zij nemen er het secretariaat van waar" (artikel 5).

Het koninklijk besluit van 11 maart 1954 bepaalt het aantal inspecteurs op twee en stelt voor hen bijzondere statuutvoorschriften vast.

Waar het ontwerp, met name onder het hoofdstuk "Overgangs- en slotbepalingen", zegt, dat die inspecteurs als zodanig naar de administratieve dienst kunnen worden overgeplaatst, stelt het een speciale regel voor de eerste werving van gespecialiseerd personeel. Het lijkt dus wel of de Regering de betrekkingen van inspecteur van de dienst voor taalaangelegenheden van het Ministerie van Binnenlandse Zaken die verbonden zijn aan de overeenkomstig de wet van 1932 ingestelde commissie, bedoelt op te heffen.

.../...

Is dat zó, dan moet de toestand van die ambtenaren worden geregeld : ofwel gaan zij over naar het speciaal personeel dat aan de nieuwe commissie is verbonden, ofwel moeten zij wedertewerkgesteld worden overeenkomstig het koninklijk besluit van 27 januari 1953, zoals dit zal worden vervangen door het besluit waarover de afdeling wetgeving zopas heeft geadviseerd (L. 8597).

Wenst de Regering die ambtenaren naar de administratieve dienst over te plaatsen, dan vervange men in artikel 16 "kunnen worden overgeplaatst" door "worden overgeplaatst".

De Raad van State weet niet hoe de Regering het hier precies verstaat. In zijn tekstvoorstel werkt hij dan ook met "worden overgeplaatst" : de gunstigste regeling voor die ambtenaren.

\+

\+ \+

Artikel 7 van het ontwerp-koninklijk besluit houdende hervorming van de administratieve toestand van het Rijkspersoneel, waarover de Raad van State op 30 december 1963 heeft geadviseerd, bedoelt de bijzondere bepalingen voor sommige, niet geheel aan de toepassing van het statuut van 2 oktober 1937 onttrokken ambtenaren op te heffen in zover ze strijdig zijn met de regelen die in genoemd ontwerp en in de bijlagen vastgesteld zijn inzake hiërarchie van de graden, werving, anciënniteit, rangschikking en loopbaan.

Mocht het besluit waartoe het hier besproken ontwerp zal leiden, vóór het besluit houdende hervorming van de administratieve toestand van het Rijkspersoneel

.../...

worden vastgesteld, dan zou artikel 7 van laatstgenoemd besluit opheffing van de in het ontwerp neergelegde afwijkingsbepalingen tot gevolg hebben. Om dat te voorkomen, vermelde men het ontworpen besluit in artikel 8 dat, zoals de Raad van State in zijn advies van 30 december 1963 heeft voorgesteld, in het ontwerp-besluit houdende hervorming van de administratieve toestand van het Rijkspersoneel zou moeten worden ingevoegd (L. 8593).

KONINKLIJK BESLUIT TOT OPRICHTING VAN DE ADMINISTRATIEVE DIENST VAN DE VASTE COMMISSIE VOOR TAALTOEZICHT EN TOT VASTSTELLING VAN HET PERSONEELSKADER VAN DIE DIENST EN VAN DE BIJZONDERE STATUUTREGELEN VOOR SOMMIGE VAN ZIJN AMBTENAREN.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

Gelet op de artikelen 29 en 66 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947;

Gelet op de wet van 2 augustus 1963 op het gebruik van de talen in bestuurszaken, inzonderheid op de artikelen 32 en 53, § 5;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel, zoals het is gewijzigd;

Overwegende dat de ambten van het speciaal personeel van de administratieve dienst van de Vaste Commissie voor taaltoezicht wegens hun aard bijzondere waarborgen

.../...

inzake vertrouwen en speciale verdienste eisen die de benoemende overheid soeverein ter beoordeling moeten staan;

Overwegende (motivering van de afwijkingen van het ambtenarenstatuut) ...;

Gelet op het akkoord van de Minister, Adjunct voor Financiën, gegeven op ...;

Gelet op het advies van de erkende vakorganisaties;

Gelet op het advies van de algemene syndicale raad van advies;

Gelet op het advies van de Vaste Commissie voor taaltoezicht;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt en op het advies van Onze in raad vergaderde Ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

HOOFDSTUK I. - DE ADMINISTRATIEVE DIENST VAN DE VASTE COMMISSIE VOOR TAALTOEZICHT.

rtikel 1. Artikel 1.-

In het Ministerie van Binnenlandse Zaken wordt een "administratieve dienst van de Vaste Commissie voor taaltoezicht" ingesteld.

.../...

Die dienst staat ter beschikking van de Vaste Commissie voor taaltoezicht.

tikel 2. Artikel 2.-

De administratieve dienst staat overeenkomstig de door de Minister van Binnenlandse Zaken vast te stellen bepalingen onder het gezag van de voorzitter van de Commissie.

HOOFDSTUK II. - HET ORGANIEK KADER VAN DE ADMINISTRATIEVE DIENST.

rtikelen 12, erste lid, n 3. Artikel 3.-

Het organiek kader van de administratieve dienst wordt vastgesteld als volgt :

I. Speciaal Personeel.

Directeur-generaal	1
Jurisconsult	1
Rechtskundig adviseur	2
Sociologisch adviseur	1
Adviseur voor bestuurs-organisatie	1
Hoofdinspecteur	2
Inspecteurs	4
Adjunct-inspecteurs	4

II. Administratief personeel.

Eerstaanwezend vertaler-revisor	1
Bestuurssecretaris	2

.../...

Vertaler	1
Onderbureauchef	2
Redacteur	6
Eerstaanwezend klerk-stenotypist	2
Klerk-stenotypist	2
Klerk	1
Typist	3
Bode-kamerbewaarder	2
Autobestuurder	2

rtikelen 12, reede lid, en

Artikel 4.-

De eerstaanwezend vertaler-revisor of de vertaler moet Duits kennen.

Een eerstaanwezend klerk-stenotypist en een autobestuurder staan ter beschikking van de voorzitter van de Commissie.

HOOFDSTUK III. - BIJZONDERE STATUUTREGELEN VOOR HET SPECIAAL PERSONEEL.

rtikel 4.

Artikel 5.-

De leden van het speciaal personeel van de administratieve dienst zijn Rijksambtenaar.

Zij zijn behoudens toepassing van het in dit hoofdstuk bepaalde, onderworpen aan het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 en aan de overige bepalingen inzake statuut, administratieve en geldelijke toestand van het Rijkspersoneel.

.../...

rtikel 11, erde lid.

Artikel 6.-

De bepalingen inzake beoordeling en bevordering van het Rijkspersoneel zijn op het speciaal personeel niet van toepassing.

rtikel 10.

Voor dat personeel is er terzake van bevordering en verandering van graad geen interpenetratie tussen de administratieve dienst van de Vaste Commissie voor taaltoezicht en de overige besturen van het Ministerie van Binnenlandse Zaken.

rtikel 5.

Artikel 7.-

De directeur-generaal leidt en coördineert het werk van de administratieve dienst onder het gezag van de voorzitter, zoals dit overeenkomstig artikel 2 is omschreven.

De jurisconsult staat de directeur-generaal bij en leidt het werk van de rechtskundige adviseurs.

De sociologisch adviseur leidt het werk van de sociologische dienst.

De adviseur voor bestuursorganisatie leidt de dienst bestuursorganisatie en personeel.

De hoofdinspecteurs, inspecteurs en adjunct-inspecteurs vormen de inspectiedienst die in twee afdelingen, een Franse en een Nederlandse, is gesplitst : iedere afdeling bestaat uit een hoofdinspecteur, twee inspecteurs en twee adjunct-inspecteurs.

.../...

rtikel 6. Artikel 8.-

Om tot directeur-generaal, jurisconsult, rechtskundig adviseur, sociologisch adviseur of adviseur voor bestuursorganisatie te kunnen worden benoemd, moet de kandidaat vast Rijksambtenaar zijn met ten minste tien jaar dienstactiviteit in een graad van niveau 1.

Bovendien is voor benoeming tot jurisconsult of rechtskundig adviseur het diploma van doctor in de rechten,voor benoeming tot sociologisch adviseur, het diploma van : ... (zie opmerking bij artikel 6 van het ontwerp) ... vereist.

rtikel 7. Artikel 9.-

§ 1. Om tot hoofdinspecteur te worden benoemd, moeten de kandidaten vast Rijksambtenaar met ten minste tien jaar dienstactiviteit in een graad van niveau 1 of inspecteur op de dienst zijn.

§ 2. Om tot inspecteur te worden benoemd, moeten de kandidaten :

1° vast Rijksambtenaar met ten minste tien jaar dienstactiviteit zijn;

2° ten minste de graad van onderbureauchef of een daarmee gelijkgestelde graad voeren en het diploma van hogere middelbare studiën bezitten,
of
adjunct-inspecteur op de dienst zijn.

De voorzitter van de Commissie kan aan benoeming in de graad van inspecteur de eis verbinden, dat met goed gevolg een bekwaamheidsexamen wordt afgelegd

.../...

waarvan hij de voorwaarden bepaalt en de examencommissie samenstelt, tenzij hij vaste secretaris voor werving van het Rijkspersoneel daarmee belast.

§ 3. Om tot adjunct-inspecteur te worden benoemd, moet de kandidaat vast Rijksambtenaar met ten minste vijf jaar dienstactiviteit zijn, ten minste de graad van redacteur of een daarmee gelijkgestelde graad voeren en het diploma van hogere middelbare studiën bezitten.

De voorzitter van de Commissie kan aan benoeming in de graad van adjunct-inspecteur de eis verbinden, dat met goed gevolg een examen wordt afgelegd waarvan hij de voorwaarden bepaalt en de examencommissie samenstelt, tenzij hij de vaste secretaris voor werving van het Rijkspersoneel daarmee belast.

§ 4. Ten minste één lid van de inspectiedienst moet correct en vlot Duits spreken en schrijven.

rtikel 9, erde, vierde n vijfde lid.

Artikel 10.-

Benoeming in de vacante betrekkingen van het speciaal personeel wordt bij wege van bevordering of verandering van graad, alleen verleend aan de leden van dat personeel, mits zij aan de voor die betrekkingen gestelde eisen voldoen.

Voldoet geen lid van het personeel aan die eisen, dan wordt onder de in de artikelen 8 en 9 van dit besluit bepaalde voorwaarden rechtstreeks geworven.

.../...

Inspecteurs kunnen tot geen andere graad dan hoofdinspecteur worden bevorderd.

Adjunct-inspecteurs kunnen tot geen andere graad dan inspecteur worden bevorderd (zie tweede opmerking bij artikel 9 van het ontwerp).

rtikel 9, erste, tweede n zesde lid.

Artikel 11.-

Het speciaal personeel wordt door Ons, op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt, benoemd en bevorderd.

Die voordracht wordt eerst gedaan nadat het advies van het college dat de bevoegdheid van de directieraad uitoefent, is ingewonnen.

Van de adviezen, die het college met het oog op bevordering of verandering van graad verleent, wordt kennis gegeven aan het speciaal personeel, dat over tien dagen beschikt om bij het college bezwaar in te dienen.

rtikel 11, eer- te en tweede id.

Artikel 12.-

De bevoegdheid van de directieraad wordt uitgeoefend door een college dat bestaat uit de voorzitter van de Commissie, de directeur-generaal van de administratieve dienst en de jurisconsult.

Wanneer die bevoegdheid ten aanzien van de directeur-generaal of van de jurisconsult wordt uitgeoefend, bestaat het college uit de voorzitter van de Commissie en twee door en uit de Commissie aangewezen leden.

.../...

rtikel 13. Artikel 13.-

§ 1. Voor de toepassing van artikel 32, § 3, van de wet van 2 augustus 1963 behoren de graden van directeur-generaal, jurisconsult, rechtskundig adviseur, sociologisch adviseur, adviseur voor bestuursorganisatie en hoofdinspecteur tot eenzelfde trap van de hiërarchie.

Drie van die betrekkingen zijn bestemd voor het Nederlands kader; een vierde betrekking behoort tot het tweetalig kader bestemd voor ambtenaren van de Nederlandse taalrol.

Drie van die betrekkingen zijn bestemd voor het Franse kader; een vierde betrekking behoort tot het tweetalig kader bestemd voor ambtenaren van de Franse taalrol.

§ 2. Voor de toepassing van dezelfde bepaling behoren de graden van inspecteur en adjunct-inspecteur tot eenzelfde trap van de hiërarchie.

Die betrekkingen zijn in gelijken getale voor ambtenaren van beide taalrollen bestemd.

rtikel 8. Artikel 14.-

Op de graden van het speciaal personeel staan de volgende weddeschalen :

	Schaal.
Directeur-generaal	161
Jurisconsult	151
Rechtskundig adviseur	141
Sociologisch adviseur	141
Adviseur voor bestuursorganisatie	141
Hoofdinspecteur	141
Inspecteur	113
Adjunct-inspecteur	241

.../...

HOOFDSTUK IV. - OVERGANGS- EN SLOTBEPALINGEN.

Artikel 14. Artikel 15.-

Bij de eerste benoemingen op het kader van het speciaal personeel van de administratieve dienst van de Vaste Commissie voor taaltoezicht kan afgeweken worden van het in dit besluit bepaalde, behalve van de in artikel 8 gestelde diploma-eisen en van de in artikel 13 neergelegde regelen inzake verdeling van de taalrollen.

Als "eerste benoemingen" in de zin van deze bepaling worden aangemerkt de eerste benoemingen in ieder van de op het organiek kader van de dienst voorkomende betrekkingen van het speciaal personeel.

Voor de met toepassing van dit artikel benoemde leden van het speciaal personeel wordt de geldelijke anciënniteit in de schaal die zij overeenkomstig artikel 14 bezitten door Ons, op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt, bepaald met inachtneming van hun eventuele anciënniteit in een van het Rijksbestuur onderscheiden openbare dienst of van hun bijzondere bekwaamheid en verdienste.

Artikel 15. Artikel 16.-

Voor de betrekkingen van het speciaal personeel van de administratieve dienst van de Vaste Commissie voor taaltoezicht gelden de bij de wet van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947 verleende voorkeurrechten niet.

.../...

Artikel 16. Artikel 17.-

De inspecteurs van de dienst voor taalaangelegenheden van het Ministerie van Binnenlandse Zaken worden als inspecteur naar de administratieve dienst van de Vaste Commissie voor taaltoezicht overgeplaatst.

Artikel 17. Artikel 18.-

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Artikel 19.-

Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt,

De Minister, Adjunct voor Financiën,

a chambre était composée de

essieurs : J. SUETENS, premier président,
e Heren : eerste voorzitter,

G. HOLOYE, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, raadsheren van State,

F. DUCHENE, assesseurs de la section de législation,
Ch. VAN REEPINGHEN, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerandaise a été vérifiée sous le ontrôle de M. J. SUETENS.
Le rapport a été présenté par . F. REMION, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.
Het verslag werd uitgebracht door de H. F. REMION, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) G. DE LEUZE.

(s) J. SUETENS.